

# Le gaz naturel, une énergie de transition vers... la catastrophe climatique

Bruno Detuncq

Professeur à la retraite de l'École Polytechnique de Montréal

Les politiques gouvernementales et les documents d'Énergir (Gaz Métro) indiquent qu'une offre de gaz naturel supplémentaire importante s'apprête à envahir le territoire québécois. Une partie du gaz additionnel, importé ou extrait ici même, avec le soutien financier du gouvernement, serait consommée au Québec grâce à un réseau de gazoducs toujours plus tentaculaire, subventionné par le Fonds vert. Le reste serait exporté sous forme de gaz naturel liquéfié.

Cette offre supplémentaire d'énergie peut entraîner trois conséquences: conversion de systèmes électriques vers le gaz naturel, ce qui est absurde; remplacement du pétrole par le gaz, ce qui correspond à faire du sur-place en matière d'émissions de GES; ou encore, augmentation de la consommation d'énergie, et ici de type fossile. Cette politique représente donc un retour en arrière de trois décennies, une contradiction flagrante par rapport aux efforts de réduction des gaz à effet de serre, et une insulte au bon sens.

Pourquoi favoriser la filière gazière? En Amérique du Nord, seulement un tiers des réserves restantes sont de type conventionnel, et ces réserves sont en voie d'épuisement. Au Québec, il n'existe aucun gisement conventionnel connu; toute extraction de gaz de schiste, de grès, de calcaire ou de dolomie exigerait l'utilisation de procédés non conventionnels comme la fracturation, ce qui, encore une fois, nous amènerait sur un chemin diamétralement opposé aux cibles.

La fracturation provoque une augmentation notable des émissions de CO<sub>2</sub> due à l'utilisation de nombreux camions dotés de moteurs diesel de forte puissance pour le transport des fluides de fracturation, ainsi que de pompes de grande puissance pour la fracturation. Plusieurs études ont aussi montré que chaque puits occasionne des fuites importantes de méthane au moment de l'exploitation et après son abandon. L'impact du méthane sur le réchauffement climatique est 86 fois plus important par kilogramme que celui du CO<sub>2</sub> sur une échelle de 20 ans. Les puits fracturés ont une durée de vie très courte, de 6 mois à 3 ans, et sont ensuite abandonnés. Pour maintenir la production, les exploitants doivent donc sans cesse forer et fracturer de nouveaux puits. Or, tout GES produit a un impact sur l'ensemble de la planète. Au final, cette filière énergétique est aussi néfaste que le charbon.

Le gouvernement a maintes fois réitéré sa volonté d'utiliser les fonds publics pour étendre le réseau de distribution du gaz naturel, financer son utilisation comme combustible pour une partie des innombrables camions circulant au Québec, subventionner des conversions au gaz naturel pour le chauffage des bâtiments et investir dans des projets de gaz naturel liquéfié. Il s'agit là d'une aberration et d'un gaspillage de

fonds publics qui profite sans doute à Énergir mais ne sert en rien la transition vers la carboneutralité.

D'autres avenues sont possibles, et elles sont nombreuses. En premier lieu, privilégier l'efficacité énergétique, c'est la voie la plus rentable à court terme. Mais, il y a un mais. Cette filière ne passe pas par de grosses corporations, souvent étrangères, mais par du travail de terrain ayant l'avantage d'offrir de nombreux emplois pour les gens d'ici. En matière de transport des personnes, la transition repose sur l'aménagement du territoire, le transport actif et collectif, la tarification et la fiscalité. Au niveau du transport interurbain de marchandises, la voie du futur est le chemin de fer.

Chose certaine, on n'est pas dans une transition énergétique quand on travaille à offrir toujours plus d'énergie à dépenser, souvent à gaspiller, surtout si cette énergie est du gaz naturel issu de la fracturation. La réduction est la première nécessité.

Bruno Detuncq

Professeur à la retraite de l'École Polytechnique de Montréal